



SOCIÉTÉ

Handicap : familles et associations restent sceptiques face aux annonces

ULYSSE BELLIER  @ubellier

COMMENT améliorer les conditions d'accueil des enfants handicapés à l'école? Le gouvernement promet un bouleversement de la logique, les associations dénoncent une campagne de communication et, pour les familles, ces projets restent lettre morte.

Les parents d'Elea, une petite fille de bientôt 3 ans atteinte de handicap, ne savent toujours pas qui s'occupera d'elle à la rentrée. Ils ont pourtant bouclé leur dossier en décembre dernier, la notification de la maison départementale des personnes handicapées (MDPH), qui valide la demande d'un accompagnement scolaire, est arrivée en février. Mais, à quelques jours de la rentrée, toujours rien. « On a beau appeler, personne ne sait si une solution a été trouvée, regrette, amère, la maman d'Elea. La directrice de l'école nous a refusé de la laisser seule pour les dix minutes de temps pé-

riscolaire le matin, et la MDPH ne nous a donné que douze heures par semaine. Dans ces conditions, j'ai dû renoncer à mon emploi pour m'occuper de ma fille tous les après-midi. »

« L'école inclusive »

Le gouvernement veut pourtant faire de « l'école inclusive » un axe majeur de cette rentrée des classes. 23 500 nouveaux élèves en situation de handicap vont faire leur rentrée en milieu scolaire ordinaire. Pour le ministre, cela doit se traduire par la mise en place progressive des pôles inclusifs d'accompagnement localisé, ou PIAL. « Avant, nous attendions la notification de la MDPH pour recruter puis affecter un accompagnant à l'élève, explique Adeline Collin, inspectrice de l'éducation et conseillère technique sur ces questions pour le rectorat de Reims. Et si la notification arrivait le 30 août, il allait forcément y avoir du retard, et donc une gêne pour la poursuite de la scolarité. Avec la mise en place des PIAL, il y aura un contingent d'ac-

compagnants des élèves en situation de handicap (AESH) qui attendra les élèves. » « Nous disons à l'élève: "Avant, tu attendais d'avoir un AESH pour aller à l'école; maintenant, tu vas à l'école, un AESH t'attend" », résumait mardi dernier Jean-Michel Blanquer.

L'académie de Besançon ouvre 55 des 3 000 pôles qui doivent voir le jour au niveau national, essentiellement entre un collège et ses écoles de secteur. La fin progressive des contrats aidés des assistantes de vie scolaire (AVS) et leur remplacement par des AESH, embauchées en CDD de trois ans renouvelable, doivent stabiliser les équipes. Et, espère le rectorat, faciliter les contacts avec les élèves et les équipes d'enseignants.

Mais les associations restent dubitatives. « Cette rentrée va dans le bon sens, reconnaît Sonia Ahehinnou, l'administratrice nationale de l'Unapei, qui milite pour l'accès des enfants handicapés à l'éducation. Mais de nombreuses familles ne savent pas si l'école va leur donner une solution, si leurs enfants pourront être scolarisés. Pour l'instant, les PIAL, ça ne change rien. Ils sont installés dans quelques établissements, à dose homéopathique. » Pour Jean-Louis Garcia, le président d'Apajh, une association « au service de la personne handicapée », cette rentrée est surtout « une scandaleuse opération de communication ». « Les PIAL, ce ne sont que des outils techniques, qui vont mieux gérer les AESH, c'est tout. Nous n'avons pas été concertés. Mais nous irons aux rencontres programmées avec le ministère pour les aider à réussir, il y va de l'intérêt des jeunes. » ■